

Les permissionnaires

Emmanuelle Cronier, Marie Curie Fellow, University of Birmingham

En août 1914, quand la guerre commence, tous les belligérants anticipent une guerre courte et mobilisent pour cela le maximum de leurs effectifs. Il n'est alors pas question de laisser les hommes rentrer chez eux avant la victoire. La correspondance est donc alors quasiment le seul lien entre les soldats, au front, et leurs familles, à l'arrière. Seuls les blessés peuvent espérer passer quelques jours chez eux à la suite de leur convalescence.

Les choses changent avec le prolongement du conflit au delà de l'hiver 1914/1915, qui menace le moral des civils et des combattants dans toutes les sociétés en guerre.

La mobilisation des civils est en effet essentielle dans le cadre d'une guerre totale, tandis qu'il faut trouver des solutions pour soutenir le moral des combattants qui font face à des conditions de vie et de combat très difficiles. D'autres enjeux s'y ajoutent, comme la reprise de la natalité ou de la vie économique, sur lesquelles les politiques insistent.

C'est pourquoi à partir de 1915, les armées allemandes, françaises et britanniques mettent progressivement en place des permissions, pour permettre aux combattants de prendre quelques jours de repos à l'arrière, et, dans l'idéal, de retrouver leur foyer.

En pratique, ces congés restent rares et de courte durée pendant toute la guerre, car les départs restent soumis aux opérations militaires, et il est fréquemment arrivé qu'ils soient suspendus par exemple lors de la bataille de Verdun en 1916 ou lors des offensives de 1918.

Le nombre de combattants potentiellement concernés par les permissions constitue un véritable défi logistique, car le transport des permissionnaires n'a pas été anticipé et s'ajoute à la charge des réseaux ferroviaires, qui ont comme priorité les transports stratégiques.

Les conditions de transport des permissionnaires sont donc marquées par cette improvisation initiale, et restent très mauvaises pendant toute la guerre : les hommes voyagent souvent debout, dans des trains lents, mal éclairés et mal chauffés et se plaignent d'être traités comme du « bétail » dans les camps de transit qui sont mal équipés.

La 1ère chose à remarquer est que les permissions fonctionnent de manière très différente selon les groupes que l'on considère et créent des injustices parmi les combattants, à plusieurs niveaux :

- Tout d'abord les permissions ne sont pas harmonisées à l'échelle des pays alliés, et certains combattants sont plus favorisés que d'autres : on peut ainsi comparer la situation des Canadiens, qui n'ont droit qu'à une permission annuelle, de dix jours, à celle des Français, les plus favorisés de tous les belligérants, qui ont bénéficié de permissions d'une durée 3 à 10 jours, 2 à 3 fois par an en moyenne, soit 60 jours de permission environ au total.

Du côté allemand, les soldats doivent attendre un an de front pour pouvoir espérer rentrer chez eux pour 2 semaines.

- C'est cependant dans les corps expéditionnaire, où le déracinement est le plus marqué, que la situation des permissions est la plus critique. En effet, les difficultés logistiques, liées notamment à la guerre sous-marine, ainsi que la peur des désertions, condamnent souvent les hommes à passer leurs permissions sur place, et donc loin de leur famille

C'est le cas des soldats coloniaux, qui sont envoyés dans des camps dans le Sud de la France et de l'Angleterre.

C'est le cas des Canadiens, qui se rendent à Paris ou à Londres, ou des Américains, qui prennent leurs permissions en France.

L'organisation des permissions britanniques subit les contraintes du transport maritime, et les soldats sont souvent renvoyés au front sans avoir quitté les camps qui bordent la Manche.

Le système de permission britannique crée aussi des différences régionales, car les délais de transport sont inclus dans la durée du congé, ce qui défavorise les hommes du Nord du pays qui mettent plus longtemps à rentrer chez eux.

- Parmi les défavorisés du régime des permissions, on peut aussi citer le cas des soldats des régions envahies qui ne peuvent pas retourner dans leur foyer et sont accueillis dans des œuvres de guerre, et passent souvent toute la guerre sans revoir leur famille.
- De grandes différences existent aussi entre les officiers et la troupe, comme dans l'armée britannique où les soldats ont une permission tous les 15 mois en moyenne, contre une tous les 3 mois pour les officiers.

⇒ on voit donc que le régime des permissions est à l'origine de différences parfois importantes entre les combattants.

On en a un bon exemple dans l'armée française, où, par tradition républicaine, les soldats sont particulièrement attentifs à l'équité dans cette armée de conscription.

Dès 1915, ils se plaignent de l'arbitraire de la distribution des permissions et du décalage entre le nombre de permissions annoncées et leur fréquence réelle. Ces revendications sont relayées par la presse et les parlementaires, qui font pression sur le gouvernement et l'état-major pour obtenir des améliorations du régime des permissions.

Ces actions portent leurs fruits et sont ainsi à l'origine de la mise en place des permissions en France en juillet 1915, sur décision de Joffre. Cette pression continue pendant toute la guerre et aboutit à la reconnaissance d'un droit à 3 permissions annuelles à l'automne 1916, et à plusieurs augmentations de la durée des congés en 1917 et 1918.

Le lien entre permissions et culture politique française se retrouve dans la place prise par les permissions dans les revendications des mutins en 1917.

Au début de l'année 1917, grâce aux récentes réformes, il n'y a aucun retard dans les permissions françaises, qui sont cependant suspendues en prévision de l'offensive du Chemin des Dames.

L'échec de celle-ci révèle l'état de lassitude des soldats et leur manque de confiance dans les chefs militaires, auxquels les mutins reprochent notamment de ne pas augmenter massivement les départs en permission pour les unités sortant de 1^{ère} ligne.

On fait souvent crédit à Pétain, quand il succède à Nivelle à la tête des armées françaises le 15 mai, d'avoir enfin prêté attention aux conditions de vie des soldats. En matière de permission, c'est une analyse qu'il faut nuancer : d'une part Pétain n'innove pas sur le plan réglementaire, mais se contente de faire appliquer ce qui existe, et obtient des chefs sous ses ordres qu'ils laissent partir les permissionnaires à des taux inégaux de 25 à 50% pour certaines unités de réserve, afin de ne pas accumuler de retard.

En contrepartie, il renforce la surveillance des permissionnaires dans les trains, dans les gares et à l'arrière, car il est persuadé que l'indiscipline a pris corps à l'arrière, et en particulier dans la capitale, ce qui est aussi une façon de se défaire de la responsabilité des mutineries sur le gouvernement.

Il faudrait analyser plus en détail la situation des autres pays, mais on voit déjà que les enjeux des permissions peuvent être très différents d'un pays à l'autre. Malgré ces différences, les permissions ont joué un rôle essentiel pour les sociétés en guerre, ce qui est bien visible dans le cas français, qui est actuellement le mieux connu.

Les permissions constituent en effet un moment clé de l'expérience de guerre, et un enjeu symbolique de première importance.

En effet, les permissions sont rares, elles sont de courte durée, mais elles sont extrêmement précieuses pour les familles qui n'ont pas eu d'autres occasions de se retrouver pendant la guerre. Cela explique qu'elles soient fréquemment évoquées dans les correspondances, et qu'on les retrouve parmi les sujets de conversation du front.

Les permissions fournissent en effet aux soldats, mais aussi à leurs familles, un horizon d'attente à court terme, beaucoup plus rassurant que les perspectives de paix, difficile à anticiper de manière concrète. Partir en permission, c'est quelque part anticiper « la grande perme », qui viendra avec la paix. Le souvenir et l'anticipation des permissions permettent aussi de se projeter dans des moments globalement heureux et de s'appuyer sur des souvenirs familiaux communs, ce qui est rare pendant la guerre.

On comprend que les combattants se soient efforcés d'oublier en permission les misères des tranchées.

Une fois qu'ils sont arrivés à l'arrière, l'intimité des retrouvailles en famille est sans doute le phénomène le plus marquant, même si, il faut s'en rappeler, elle n'est pas donnée à tous les combattants. En retrouvant leur espace de vie, leur famille, les combattants renouent avec des activités qui prennent un sens nouveau car elles rappellent le temps de paix. Ils sont nombreux à travailler pendant leur congé, aux travaux des champs ou dans les usines de guerre.

Les activités familiales s'organisent souvent autour d'eux, et ils sont ainsi souvent sollicités pour partager leur expérience de guerre, ce qui permet aux civils d'avoir une certaine connaissance des réalités du front, même si les combattants ne racontent pas tout. Les permissions créent donc des liens concrets entre le front et l'arrière, contrariant les entreprises de censure.

Cependant, les retrouvailles ne sont pas toujours faciles, et les soldats ont souvent exprimé un sentiment de déconnexion face aux civils. Une certaine distance s'établit par exemple avec les enfants, perturbés par les changements d'apparence des soldats.

De même, il y a souvent des tensions entre les permissionnaires et leurs femmes, qu'ils soupçonnent d'infidélité en raison des nombreuses rumeurs qui circulent au front. En réalité, cette infidélité n'est pas un phénomène massif, et révèle surtout le décalage entre les fantasmes sexuels des combattants et une intimité parfois difficile à retrouver. De leur côté,

les célibataires sont cependant souvent déçus par l'attitude des femmes, qu'ils trouvent beaucoup moins libérées que ce qu'ils ont lu dans les journaux.

Cette forte demande sexuelle entraîne une explosion de la prostitution à Paris, où séjournent de nombreux permissionnaires français et alliés, notamment autour de la gare du Nord et de la gare de l'Est où ils arrivent et d'où ils repartent au front.

Cette aspiration au divertissement se retrouve dans le goût des permissionnaires pour le cinéma, et notamment pour les fictions, qu'ils préfèrent, de loin aux pseudo reportages de guerre qu'ils qualifient de « bourrage de crâne ». En ville, ils fréquentent massivement les lieux de spectacle, les cafés et les restaurants, et jouent un rôle important dans la reprise des activités commerciales qui avaient beaucoup ralenti en 1914. Cependant, les permissionnaires ressentent aussi amèrement le décalage entre les conditions de vie des civils et celles des combattants, et supportent difficilement les plaintes de ceux qu'ils considèrent parfois comme des « embusqués ».

Les permissions sont aussi marquées par de nombreuses transgressions de la discipline, qui commencent par des débordements dans les trains, bon enfant ou plus tendus comme en 1917. Des pratiques massive de fraude se retrouvent parmi les permissionnaires français, qui sont fréquemment en retard pour rentrer de permission qui développent une véritable culture de l'absence illégale se développe parmi les combattants, qui échangent les ruses pour falsifier les titres de congé, sortir des gares en cachette, ou se cacher à Paris.

Il faut dire que le moment du retour est un véritable déchirement pour beaucoup de combattants, qui savent qu'ils ne reverront peut être jamais leurs proches. Lors du retour au front, le groupe combattant est mis à contribution pour aider le permissionnaire à faire face au cafard, tandis que celui-ci, pour prix de son séjour à l'arrière, doit partager les nouvelles de l'arrière et les victuailles qu'il a ramené.

On voit donc que les permissions ont joué un rôle essentiel pour soutenir le moral des populations pendant la guerre, permettant à certaines familles de se réunir, et aux combattants de se reposer. A ce titre, elles ont été un élément déterminant de l'endurance des soldats, et de la cohésion sociale pendant la guerre, tout comme elles ont participé à la définition de l'identité combattante.

